



ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

OFFICE DE LA PROTECTION DU
CONSOMMATEUR

RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS - CAQ

Office
de la protection
du consommateur

Québec



Office de la protection du consommateur
Étude des crédits 2013-2014
Table des matières

Fiches particulières - CAQ

P1.	Conseil d'administration.....	1
P2.	Formations, conférences, activités, etc.	3
P3.	Dépenses informatique et TIC	8
P5.	Nombre d'employés occasionnels et nombre d'employés occ. devenus permanents	9
P6.	Plan de retour à l'équilibre budgétaire	10
P7.	Sondages en 2012-2013.....	11
P8.	Frais de traduction	12
P9.	Mandats donnés à la SIQ	13
P10.	Concours et tirages.....	14
P11.	Campagnes de publicité et sensibilisation.....	15
P12.	Liste des programmes de financement/subventions	16
P17.	Nombre d'accommodements	17
P50.	Mandats accordés à des juristes de la pratique privée	18
P51.	Mandats accordés à des juristes de la pratique privée : Avis, consultation, rédaction	19
P52.	Mandats accordés à des juristes de la pratique privée ayant été à l'emploi du MJQ	20
P54.	Dossiers de poursuites et honoraires	21

P.1 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2012-2013, INDIQUER :

- A) LA LISTE DES EMPLOYÉS ET DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;**
- B) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE, LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;**
- C) LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.**

A) LA LISTE DES EMPLOYÉS ET DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Louis Borgeat, président
- Claude Pinault, vice-président
- Pierre Couture
- Christian Fortin
- Jocelyne Lévesque
- Thérèse Richer
- Geneviève Saumier
- Hind Sergieh
- Laurier Thibault

B) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE, LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

Le mandat de M. Christian Fortin à titre de membre de l'Office de la protection du consommateur a été renouvelé pour une période de trois ans à compter du 30 septembre 2012 (décret 617-2012).

Mme Geneviève Saumier a été nommée à titre de membre de l'Office de la protection du consommateur pour une période de trois ans à compter du 13 juin 2012 (décret 617-2012);

M. Laurier Thibault a été nommé à titre de membre de l'Office de la protection du consommateur pour une période de trois ans à compter du 13 juin 2012 (décret 617-2012);

M. Claude Pinault a été nommé à titre de membre et vice-président de l'Office de la protection du consommateur pour une période de 5 ans à compter du 19 novembre 2012 (décret 1043-2012).

Les membres de l'Office ne sont pas rémunérés et demeurent en poste tant qu'ils n'ont pas été renouvelés.

Les curriculum vitae sont protégés par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

C) LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION

PRÉNOM ET NOM	FRAIS ^{NOTE 1}
Louis Borgeat	168,43 \$
Pierre Couture	977,00 \$
Christian Fortin	437,31 \$

P.1 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2012-2013, INDIQUER :

- A) LA LISTE DES EMPLOYÉS ET DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;**
- B) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE, LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;**
- C) LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.**

Geneviève Saumier	241,81 \$
Thérèse Richer	241,75 \$
Hind Sergieh	570,35 \$

Note 1 – Données au 30 novembre 2012

P.2 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2012-2013. INDiquer :

- LE LIEU;
- LE COÛT;
- LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
- LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
- LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;
- LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.

NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ	LIEU	DATES	NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	NB PARTICIPANTS	COÛT
14e colloque annuel de l'Association des responsables de la gestion des plaintes du gouvernement du Québec (ARGP)	Québec	2012-11-14	ARGP	1	75,00 \$
20e congrès de l'Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI)	Québec	2012-04-25 2012-04-26	AAPI	1	617,00 \$
4e conférence nationale sur le ProBono	Montréal	2012-11-01 2012-11-02	ProBono Québec	2	1 049,68 \$
64e congrès annuel à l'IAPC à Saint-Jean - Terre-Neuve	St-Jean (Terre-Neuve)	2012-08-19 au 2012-08-22	Institut d'administration publique du Canada (IAPC)	1	3 010,78 \$
80e congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS)	Montréal	2012-05-08 2012-05-09	l'Association francophone pour le savoir (ACFAS)	5	1 487,71 \$
Analyse, logique et raisonnement déductif	Québec	2012-05-04 2012-03-21	L'Académie de Trans-Formation Spécialiste en ressources humaines	2	880,94 \$
Certificat en gestion des ressources humaines - Hiver 2012	Montréal Trois-Rivières	Hiver 2012	UQAM/UQTR	2	562,46 \$
Colloque : Gestion de projet : Synergie, Stratégies, succès	Lévis	2012-04-24	Carrefour du management de projet	2	532,00 \$
Colloque - Mobiliser et préserver la santé : des pistes d'action	Québec	2012-05-01	Regroupement des réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	1	375,00 \$
Comprendre, traiter et interpréter l'information	Québec	Hiver 2013	L'Académie de Trans-Formation Spécialiste en ressources humaines	1	395,00 \$

P.2 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2012-2013. INDiquer :

- LE LIEU;
- LE COÛT;
- LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
- LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
- LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;
- LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.

NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ	LIEU	DATES	NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	NB PARTICIPANTS	COÛT
Conférence – La résiliation « sans cause » des contrats de services et d'entreprise - jurisprudence récente et aspects transactionnels en TI	Montréal	2012-10-03	Association du Jeune Barreau de Montréal	2	120,96 \$
Conférence Legal IT	Montréal	2012-04-02	Association du Jeune Barreau de Montréal	1	26,75 \$
Conférence mensuelle de l'ASIQ - La gestion des messages électroniques	Québec	2012-05-16	Réseau Action TI Québec	1	75,00 \$
Congrès annuel de la Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ)	Saint-Augustin-de-Desmaures	2012-06-02	FCPQ	1	23,65 \$
Congrès annuel du Jeune Barreau de Montréal	Montréal	2012-05-17 2012-05-18	Association du Jeune Barreau de Montréal	1	260,00 \$
Congrès des archivistes du Québec - Territoires numériques à aménager, à partager, à explorer	Lévis	2012-05-31	Association des archivistes du Québec	1	37,02 \$
Déjeuner-conférence - Guides pratiques en mesure de la satisfaction de la clientèle au sein des grands organismes	Québec	2012-06-12	Centre d'expertise des grands organismes	1	20,00 \$
Déjeuner-conférence - Capsule Nadia - Illustration de la transformation de prestations de services publics	Québec	2012-02-28	Centre d'expertise des grands organismes	1	20,00 \$
Entraînement à la tâche : Agent de bureau - DAJ	Montréal et Québec	2012-05-01	Formation interne	2	1 554,48 \$
Entraînement à la tâche : Agent de la protection du consommateur - DSC	Gatineau	2012-09-26 2012-09-27	Formation interne	1	150,89 \$

P.2 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2012-2013. INDIQUER :

- LE LIEU;
- LE COÛT;
- LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
- LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
- LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;
- LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.

NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ	LIEU	DATES	NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	NB PARTICIPANTS	COÛT
Entrevue structurée - Alliance des cadres de l'État	Québec	2012-05-14	ENAP	1	425,00 \$
Examen sur la planification et la gestion stratégique - Alliance des cadres de l'État	Québec	2012-04-27	ENAP	1	447,30 \$
Formation « Évaluation à des fins de développements »	Québec	2012-04-03 au 2012-04-05	ENAP	1	2 064,14 \$
Registraire des entreprises du Québec : Historique, mission, fonctionnement	Montréal et Québec	2012-06-06	Formateur de Revenu Québec	61	7 814,49 \$
Stipulations interdites (Projet de Loi 60)		2012-06-13	Formation interne		
Formation « Devenir professionnel »	Québec	2012-10-31 2012-11-01	L'Académie Trans Formation Spécialiste en ressources humaines	1	625,00 \$
Formation en ligne – « Les pouvoirs d'enquête de l'Autorité des marchés financiers »	Formation en ligne	2012-10-01	LexiNexis Juriclasseur Québec	2	112,68 \$
Laserfiche - Initiation au système de gestion documentaire	Québec Montréal Trois-Rivières	Du 2012-03-20 au 2012-11-07	Formation interne	107	9 303,61 \$
Gestion du temps, des activités et des priorités	Québec	2012-10-23	Formation Qualitemps	1	320,00 \$
Introduction au Droit civil	Ottawa	Hiver 2012	Université d'Ottawa	1	1 887,90 \$
L'accessibilité du Web à Québec	Québec	2012-10-09	A11y QC 2012	1	69,37 \$

P.2 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2012-2013. INDiquer :

- LE LIEU;
- LE COÛT;
- LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
- LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
- LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;
- LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.

NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ	LIEU	DATES	NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	NB PARTICIPANTS	COÛT
Le Printemps des réseaux sociaux 2012	Québec	2012-04-03 2012-04-04	Colloquium	1	325,00 \$
Le Web à Québec (WAQ)	Québec	2013-02-20 au 2013-02-22	WAQ	2	590,00 \$
L'intelligence émotionnelle au travail	Québec	2012-10-11	Manuri Formation Spécialiste de formations en gestion, supervision et service à la clientèle	1	379,75 \$
Microprogramme de deuxième cycle en droit - légistique	Québec	Hiver 2012	Université Laval	1	1 328,66 \$
Plan de communication : « Comment bâtir une stratégie de communication »	Québec	2012-04-25	Forum des communicateurs gouvernementaux	1	120,00 \$
Planification et gestion stratégique - Alliance des cadres de l'État	Québec	2012-05-11	ENAP	1	425,00 \$
Programme court de 2e cycle en systèmes et technologies de l'information	Québec	Hiver 2012 Été 2012	ENAP	1	553,88 \$
Programme de leadership stratégique CMA (PLS)	Québec	Printemps 2012 Été 2012	Ordre des comptables en management accrédités du Québec	2	3 851,08 \$
Programme préparation à la retraite	Québec	2012-10-04 2012-10-05 2012-09-27 2012-09-28 2012-05-07 2012-05-08	Commission scolaire de la capitale - CARRA	4	1 025,00 \$

P.2 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2012-2013. INDIQUER :

- LE LIEU;
- LE COÛT;
- LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
- LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
- LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;
- LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.

NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ	LIEU	DATES	NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	NB PARTICIPANTS	COÛT
Publicité fausse ou trompeuse - Récente décision Richard C. Time inc. - Association du Barreau canadien	Montréal	2012-11-06	Association du Jeune Barreau de Montréal	3	296,96 \$
Responsabilité des administrateurs - Barreau du Québec	Montréal	2012-11-05	Barreau du Québec	1	104,37 \$
Revue jurisprudence criminelle -Barreau du Québec	Montréal	2012-12-06	Barreau du Québec	1	104,37 \$
				TOTAL	43 447,88 \$

Données au 30 novembre 2012.

P.3 **SOMMES DÉPENSÉES EN 2012-2013 (ET PRÉVISIONS POUR 2013-2014) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILEZ SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).**

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2012-2013
LOGICIELS	17 120,35 \$
MATÉRIEL	24 356,21 \$
SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ)	101 546,50 \$
TOTAL	143 023,06 \$

P.5 NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEURS AU MINISTÈRE EN 2012-2013 ET COMPARAISON AVEC LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.

2012-2013				
SECTEUR D'ACTIVITÉ	EMPLOYÉS OCCASIONNELS		EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS	
	%	NOMBRE	%	NOMBRE
Présidence	-	-	-	-
Secrétariat général	61,5 %	8	75 %	3
Affaires juridiques	15,4 %	2	-	-
Services aux consommateurs	23,1 %	3	25 %	1
TOTAL	100 %	13	100 %	4

P.6 VENTILATION DÉTAILLÉE DE TOUTES LES COMPRESSIONS FINANCIÈRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES DANS LE CADRE DU PLAN DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR L'ANNÉE 2012-2013. FOURNIR ÉGALEMENT LE DÉTAIL DE TOUTE AUTRE DEMANDE DE COMPRESSIONS DU CONSEIL DU TRÉSOR AUPRÈS DU MINISTÈRE OU UN DE SES ORGANISMES.

Le Plan de retour à l'équilibre budgétaire vise, à terme (2013-2014), une réduction de 10 % des dépenses de nature administrative des ministères et organismes. Pour l'Office de la protection du consommateur, cela se traduit par une réduction de 17 600 \$ de son budget de fonctionnement pour l'exercice financier 2012-2013.

La réponse relativement aux compressions demandées par le Conseil du trésor se retrouve à la question générale numéro 33.

Données en date du 30 novembre 2012

P.7 LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS EN 2012-2013, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.

Un seul contrat a été octroyé par l'Office de la protection du consommateur en 2012-2013 pour la réalisation d'un sondage, soit :

SONDAGE	FIRME	COÛT
Sondage téléphonique sur les besoins et attentes des citoyens en matière de protection des consommateurs	Stratégie, organisation et méthode SOM	23 915,00 \$

P.8 LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2012-2013. FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS, LE NOM DES FIRMES RETENUES ET LES COÛTS.

FIRME	DOCUMENT	COÛT
Paul Raymond Côté ¹	Guide sur la publicité destinée aux enfants de moins de 13 ans	1 182,50 \$
Paul Raymond Côté	Communiqué (Loi sur les banques : Le gouvernement demande des explications à Ottawa)	232,50 \$
Paul Raymond Côté	Divers documents pour la mise à jour et l'entretien du site Web de l'Office	698,25 \$
Madeleine Fex	Présentation PowerPoint (Anglais vers Français) (Réglementer les services de télécommunications : une approche consultative et progressive)	186,20 \$
Karen Williamson ²	Traduction de sections du site Web de l'Office	1 099,41 \$
TOTAL		3 398,86 \$

Données au 30 novembre 2012

1. L'Office a un contrat de 5 000 \$ jusqu'au 31 mars 2013 avec la firme Paul Raymond Côté. Les documents ont été traduits dans le cadre de cette entente.
2. L'Office a un contrat de 15 000 \$ jusqu'au 31 mars 2013 avec Karen Williamson. Les documents ont été traduits dans le cadre de cette entente.

P.9 MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET/OU PAR SOUS-CONTRATS, EN 2012-2013.

DESCRIPTION DES MANDATS DONNÉS À LA SIQ EN 2012-2013	BUREAU RÉGIONAL	DATE DE FIN DU PROJET (DÉBUT DE LA LOCATION)	MONTANT
Réaménagement du local : relocalisation d'un bureau fermé, remplacement du couvre-sol et peinture	Mauricie et Centre-du-Québec	2012-07-01	26 274,63 \$ ^{NOTE 1}
Location d'un entrepôt	Montréal, Laval et Monterégie	2012-07-01	847,28 \$ ^{NOTE 2}
Accroissement des espaces	Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	2012-12-15	13 362,51 \$ ^{NOTE 3}
Aménagement des espaces additionnels	Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	2012-12-15	122 982,51 \$ ^{NOTE 1}

Données en date du 30 novembre 2012

NOTE 1 : Suite à une décision du Conseil du trésor, les coûts d'aménagements de plus de 25 000 \$ et de moins de 400 000 \$ doivent dorénavant être répartis sur la facture de loyer sur une période de 5 ans.

NOTE 2 : Loyer supplémentaire pour la période du 1^{er} août 2012 au 31 mars 2013 (105,91 \$ par mois).

NOTE 3 : Loyer supplémentaire pour la période du 15 décembre 2012 au 31 mars 2013 (3 817,86 \$ par mois).

P.10 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES QUI EN RELEVANT, INDIQUER POUR L'ANNÉE 2012-2013 :

- a) LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES EFFECTUÉS;**
 - b) LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;**
 - c) L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS.**
-

L'Office de la protection du consommateur n'a tenu aucun concours et n'a effectué aucun tirage pendant l'année 2012-2013.

P.11 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013 :

- LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;
- LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;
- LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;
- LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;
- LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.

L'Office de la protection du consommateur n'a pas fait de campagnes de publicité ou de sensibilisation en 2011-2012 et 2012-2013.

P.12 POUR 2012-2013, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS DU MINISTÈRE, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- a) LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;**
- b) LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;**
- c) LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.**

PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS			
NOM DU PROGRAMME	PROJETS FINANCÉS OU SUBVENTIONNÉS	ORGANISME BÉNÉFICIAIRE	MONTANT ACCORDÉ
Fonds d'éducation et d'information des consommateurs	Impression du Guide sur l'arbitrage	Association des consommateurs pour la qualité de la construction	2 185 \$
	Ateliers femmes et argent	Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie	4 000 \$
	Guide d'animation – Trousse Achète-toi une vie	Option consommateurs	10 815 \$
	Portail Web – Visibilité des organismes qui offrent des services d'intervention budgétaire et d'éducation financière	Union des consommateurs	83 000 \$
Total			100 000 \$

P.17 POUR 2012-2013, LE NOMBRE TOTAL D'ACCOMMODEMENTS QUI ONT ÉTÉ ACCORDÉS OU REFUSÉS POUR LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES DÉPENDANT DU MINISTÈRE ET LA VENTILATION PAR TYPE D'ACCOMMODEMENT (HANDICAP, GROSSESSE, MOTIFS RELIGIEUX, ETC.).

Aucun accommodement n'a été accordé ou refusé aux employés de l'Office de la protection du consommateur lors de l'exercice financier 2012-2013.

P.50 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2012-2013 À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT EN PRÉCISANT :

- A) LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;**
- B) DESCRIPTION DE L'OBJET DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDICHER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;**
- C) LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDICHER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;**
- D) LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2013-2014 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;**
- E) LE NOM DE L'ÉTUDE DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL;**
- F) UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.**

Le seul mandat accordé en 2012-2013 à un avocat de pratique privé par le ministère de la justice a été accordé à M^e Pierre Landry. Le tableau suivant présente les caractéristiques du mandat accordé en novembre 2012 :

Coordonnées	Objet du mandat	Coût total / taux horaire	Prévision des coûts 2013-2014	Nom de l'étude
M ^e Pierre Landry 111, rue Champ Gatineau (Québec) J8X 3R1	Correspondant à la Cour suprême du Canada dans les dossiers suivants : - Réal Marcotte et al. c. Banque de Montréal et al. CSC 35009; - Réal Marcotte et al. c. Fédération des Caisses Desjardins, CSC 35018.	Taux horaire : 100,00 \$ / heure (aucune dérogation) Coût total du mandat : 5 000\$	Maximum de 5 000\$	Noël & associés, s.e.n.c.l.r.

Aucune comparaison avec les cinq années financières précédentes n'est possible, car il s'agit d'un premier contrat octroyé à ce professionnel.

P.51 LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATIONS, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2011-2012 ET 2012-2013.

L'Office de la protection du consommateur n'a accordé aucun mandat à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite dans le cadre d'avis, consultations, assistance ou rédaction en 2011-2012 et 2012-2013.

P.52 LISTE, COÛTS ET DÉTAIL DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE QUI ONT DÉJÀ ÉTÉ À L'EMPLOI DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. PRÉCISER LA DATE DE FIN DE LEUR EMPLOI.

L'Office de la protection du consommateur n'a accordé aucun mandat à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite qui ont déjà été à l'emploi du ministère de la Justice en 2012-2013.

P.54 LISTE DES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES RELATIFS À UNE POURSUITE OU À UNE DÉFENSE, AVEC LE NOM DES PARTIES ET DES AVOCATS IMPLIQUÉS, LA NATURE DU DOSSIER ET LES MONTANTS DÉPENSÉS PAR CHAQUE PARTIE EN 2012-2013.

DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT ASSUME LES DÉPENSES ET HONORAIRES

DOSSIER	NATURE DU DOSSIER	NOM DES PARTIES	NOM DES AVOCATS	MONTANT DÉPENSÉ PAR CHAQUE PARTIE
Réal Marcotte c. les banques (Cour suprême du Canada)	Services requis à titre de correspondant auprès de la Cour suprême du Canada	Réal Marcotte et al. c. Banque de Montréal et al. – CSC 35009 et Réal Marcotte c. Fédération des caisses Desjardins du Québec et al. – CSC 35018	Me Pierre Landry, Noël & associés, s.e.n.c.l.r.	Maximum de 5 000\$